

conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République démocratique d'Azerbaïdjan, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- résolution sur la réduction au minimum des dépenses administratives imposées par la législation,

- résolution sur les perspectives du marché intérieur du gaz et de l'électricité,

- résolution sur la convocation de la Conférence intergouvernementale (CIG); avis du Parlement européen,

- résolution sur la modernisation du droit du travail nécessaire pour relever les défis du le siècle,

- résolution sur des actions contre les maladies cardiovasculaires,

- résolution sur l'accord avec les États-Unis d'Amérique concernant l'utilisation de données des dossiers des passagers aériens (PNR),

- résolution sur le rapport de suivi 2006 concernant l'ancienne République yougoslave de Macédoine,

- résolution sur le contrôle démocratique de la mise en œuvre de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD),

- recommandation à l'intention du Conseil sur le mandat de négociation relatif à un nouvel accord renforcé entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part,

- résolution sur la République de Moldova.

Par lettre du 24 septembre 2007 il lui a fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 3 au 6 septembre 2007:

- résolution sur les catastrophes naturelles,

- résolution sur un examen stratégique du programme «Mieux légiférer» dans l'Union européenne,

- résolution sur Mieux légiférer 2005: application des principes de subsidiarité et de proportionnalité - 13^e rapport annuel,

- résolution sur la stratégie de simplification de l'environnement réglementaire,

- résolution sur les implications juridiques et institutionnelles du recours aux instruments juridiques non contraignants (soft law),

- résolution sur le réexamen du marché unique: combattre les obstacles et l'inefficacité par une meilleure mise en œuvre et une meilleure application,

- résolution sur le règlement (CE) N°1546/2006 de la Commission modifiant le règlement (CE) N°622/2003 fixant des mesures pour la mise en œuvre des règles communes dans le domaine de la sûreté aérienne (introduction de liquides dans les aéronefs),

- résolution sur une stratégie de l'Union européenne pour aider les États membres à réduire les dommages liés à l'alcool,

- résolution sur le règlement sanitaire international,

- résolution sur le fonctionnement des dialogues et des consultations sur les droits de l'Homme avec les pays tiers,

- résolution sur le livre vert sur la révision de l'acquis communautaire en matière de protection des consommateurs.

résolution sur le financement du tribunal spécial pour la Sierra Leone.

2. Propositions de loi

Déclaration de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet sech fir d'Recevabilitéit vun enger Rei vu Propositions de loi ausgeschwat, an zwar d'Proposition de loi déposiert vun den Hären Helminger, Bausch, Meisch a Gira betreffend d'Ofännerung vum Gemengegesetz a vum Statut vun de Gemeindebeamten.

Eng weider Proposition de loi gouf déposiert vum honorabelen Här Kox iwwert den Institut Luxembourgeois de Régulation.

Da gouf eng Proposition déposiert, vun där mer virdru scho Rieds haten, vum honorabelen Här Jaerling iwwer eng Verfassungsännerung.

Da gouf nach den 18. Dezember d'Proposition de loi 5776 iwwert d'Schafung vum „Lycée Lëtzebuerg-Dummeldeng“ vun der honorabler Madame Brasseur déposiert.

A schlussendlech eng lescht Proposition de loi, déposiert de 26. September 2006, iwwert d'Gesetz vum 22. Dezember 2006.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

De 4. Oktober 2007 gouf de Projet de loi 5615, eng Ofännerung vum Code du Travail, vum Rôle vun der Chamber gestrach.

4. Composition de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire ubelaangt huet d'LSAP-Fraktioun ugefrot, dass d'Madame Lydia Mutsch bis zum 31. Dezember 2007 duerch den honorabelen Här Negri ersat gëtt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Den honorabelen Här Fayot huet d'Wuert gefrot. Här Fayot!

5. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

» M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt eng Motioun deposéieren am Numm vun der CSV/LSAP en vue vum Débat iwwert d'Motioun vun den DP/DÉI GRÉNG-Deputéierten iwwert déi sougenannt Fixerstuff. Mir hunn do nach Ënnerschrëfte fräi gelooss, wann eventuell een interesséiert wär vun der DP, vun deene Grénge. Fir dat mat ze ënnerschreiwen. Ech deposéieren dat elo op dem Dësch vum Haus, fir dass jiddfereen dat mat Zäite ka kucken, wann herno deen Débat stattfënn.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que le taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues se place au Grand-Duché de Luxembourg d'après les dernières estimations parmi le plus élevé de l'UE;

- le Programme gouvernemental de 2004 qui stipule que des structures d'accueil pour toxicomanes ainsi que des structures post-thérapeutiques seront créées et le nombre de places de thérapie augmenté;

- qu'une structure d'accueil provisoire pour personnes toxicomanes, appelée «Tox-In», a été ouverte le 4 juillet 2005 sous la responsabilité du Comité national de défense sociale, que le «Tox-In» a pour objet la réduction des risques en permettant la consommation de drogues dans un environnement hygiénique et contrôlé, tout en garantissant un encadrement social des personnes toxicomanes et en mettant à dispo-

sition un foyer d'urgence avec des logements de crise;

- que cette structure d'accueil couvre un besoin réel et grandissant auprès de la population toxicomane, la distribution de seringues ayant doublé entre juillet 2005 et janvier 2006, que le «Tox-In» est devenu un instrument indispensable pour limiter le nombre de victimes parmi les toxicomanes et que le nombre de décès par overdose a diminué depuis l'ouverture de cette structure;

- que le remplacement de cette structure provisoire par une structure définitive est devenu indispensable afin d'assurer son fonctionnement optimal;

- que le problème de la toxicomanie tout comme celui plus global des personnes sans domicile fixe concernent le pays tout entier;

invite le Gouvernement

- à améliorer d'urgence les conditions de fonctionnement du foyer d'accueil et à le remplacer par une structure définitive à implanter sur le site prévu par le Gouvernement ou sur un site alternatif à étudier quant à la faisabilité dans les meilleurs délais et au plus tard jusqu'à la fin de l'année 2007;

- à prendre en compte dans cette étude principalement l'impact d'une telle structure sur les conditions de vie de la population résidente;

- à veiller à une augmentation substantielle du personnel encadrant afin que les personnes toxicomanes puissent bénéficier d'un accès ininterrompu au foyer;

- à mettre à sa disposition tous les moyens indispensables pour que la salle d'injection projetée sur le territoire de la Ville de Luxembourg fonctionne d'une façon optimale, notamment en y affectant dès le début les ressources humaines et financières nécessaires;

- à continuer la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes;

- à préparer cette décentralisation par la création d'une plate-forme regroupant les différents ministères et les communes pour élaborer une stratégie et un plan d'action coordonné tout en veillant à mettre à disposition des communes les moyens nécessaires;

- dans cette perspective, à dresser le bilan des activités de l'actuelle structure d'accueil provisoire en examinant la provenance régionale des personnes qui en font usage et leurs pathologies respectives;

- à concevoir le nouveau projet et son concept de façon à ce qu'il puisse s'adapter à l'impact de futures structures décentralisées et à l'instauration du projet de substitution à l'héroïne prévu par le ministère de la Santé;

- à réévaluer le projet à la lumière de l'expérience acquise suite à l'introduction du projet de prescription d'héroïne et à réexaminer dans ce contexte l'opportunité d'une réduction du nombre de lits, de même que la séparation éventuelle entre le volet foyer d'accueil et le volet salle pour toxicomanes;

- à présenter dans les meilleurs délais et au plus tard au cours de l'année 2008 des projets concrets de centres d'accueil pour toxicomanes dans d'autres régions du pays, notamment dans les régions sud et nord;

- à prendre rapidement des mesures concrètes pour créer sur tout le territoire national des unités de vie à dimension humaine pour des personnes sans domicile fixe pour éviter ainsi toute concentration de ces personnes sur une seule localité.

(s.) Ben Fayot, Marc Angel, François Bausch, Paul Helminger, Martine Stein-Mergen.

» M. le Président.- Merci, Här Fayot. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun där Motioun an, wéi gesot, wäerte mer déi herno beim leschte Punkt vun eisem Ordre du jour zesummen diskutéiere mat der Motioun, déi deposiert gi war am Numm vum Grupp vun der Demokratescher Partei an am Numm vum Grupp vun deene Grénge.

Haut de Mëtteg, an domat wëll ech ufänken, steet op eisem Ordre du jour d'Konsultatiounsdebatt iwwert den Entfesselungsplang fir d'Betriber. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Clement, den Här Meisch, den Här Scheuer, den Här Kox an den Här Mehlen.

D'Wuert huet fir d'éischt den Här Mëtzelstandsminister Fernand Boden.

6. Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg

Exposé de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

» M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet gefrot, fir haut de Mëtteg eng Konsultatiounsdebatt an der Chamber ze maachen iwwert deen neien Entfesselungsplang fir Betriber, an ech soen der Chamber Merci, datt se dës Demande ugehall huet.

Mir haten d'ailleurs schonn d'Geleeënheet, an deene verschiddene Chamberskommissionen Tëscheresultater vun dësem Plang, deen an enker Zesummenaarbecht mat de Beruffschamberen, mat de Beruffsorganisationen an och mat ville Ministère a Verwaltung geschriwwen gouf, virstellen.

D'Regierung huet den Entfesselungsplang fir Betriber an deen doranner beschriwwene Plan d'action am Mäerz vun dësem Joer am Regierungsrat ugehall.

Den Entfesselungsplang fir Betriber ass déi direkt Ëmsetzung vum Koalitionsaccord vun 2004 an deem et heescht - an ech zitieren -: «Le Gouvernement accordera une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des P.M.E.»

Éier ech awer méi am Detail op de Plang aginn, wëll ech nach e puer grondsätzlech Bemerkungen iwwert d'Simplification administrative maachen. Dës Bemerkungen sinn d'ailleurs net nëmme wouer hei am Land, mä eis Kolleegen an Europa, déi hunn déiselwecht Erfahrung gemaach.

D'Simplification administrative ass en Instrument, dat net vun haut op muer ëmgesat ka ginn a scho guer net Hals iwwer Kapp, well en héije Prozentsaz vun eiser Législatioun vu Bréssel a Stroossbuerg kënnt a well d'Simplification administrative - erlaabt mer op Figuren aus der Mythologie zrëckzegraifen, fir et e bësse méi plastesch duerzestellen - aus enger bal titanischer Aarbecht besteet, wat hire Volume ugeet, aus engem Herkules-Effort, wat hir Ëmsetzung ugeet, an aus enger Sisyphe-Aarbecht, wat hiren Detail ugeet.

(Interruption)

Jorzéngtelaang, Här Scheuer, ass nëmme derbäikomm, ass nëmme dropgeluecht ginn. Eis Reglementer a Gesetzer sinn an enger juristescher Approche verfaasst ginn, ouni bis elo allze vill ze kucken, wat fir ee wirtschaftlechen Effet dës Normen op eis Betriber hunn.

D'Simplification administrative ass also e wichtegt Instrument, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomik ze verbessern, a schreift sech an an déi sougenannte Lissabon-Strategie. Duerfir ass et d'Aufgab vun der ganzer Regierung, d'Simplification administrative konstruktiv ëmzesetzen, fir datt d'ganz Ekonomik, dat heescht mir all, vun der positiver Ëmsetzung profitéiere kënnen.

Et kann ee soen, datt d'Simplification administrative e Mentalitéitswiessel an eise Verwaltungen a Ministère erfuerdere wäert, fir datt net nëmme d'Gesetzer juristesch optimal geschriwwen ginn, mä datt och enger wirtschaftlecher Iwwerleeung, also dem Impakt vun den Texten op d'Entreprise a besonnesch op déi Kleng- a Mëtzelbetriber, soll méi staark Rechnung gedroe ginn.

Et geet dorëms, de Betriber genuch Loft a Fräiheet ze loossen, fir kënnen kompetitiv an och op den internationale Mäert konkurrenzfähig ze sinn. Méi Fräiheet heescht awer gläichzäiteg fir d'Betriber, och méi Verantwortung ze iwwerhuelen. Méi Fräiheet heescht kloer an däitlech net, datt de Laisser-faire an de Laisser-aller sollen agefouert ginn, mä datt d'Betriber nëmme deene Contrainten ausgesat ginn, déi noutwendeg sinn, fir dem Intérêt public Rechnung ze droen. Oft kann een duerch eng méi benotzerfrëndlech Prozedur dat nämlech Resultat erreechen, wéi duerch eng Prozedur, déi